

Accueil / France - Monde / Société

'Des agents en grande détresse' : À Auch, la CFE-CGC alerte sur un service public au bord de l'asphyxie

ABONNÉS 



De gauche à droite : Stanislas Gaudon, Marie-Line Brugidou, Béatrice Barrau et David Leyraud. / DDM - A.B.

Société, Social, Economie

Publié le 07/07/2025 à 11:29

A.B.

Écouter cet article 



00:00 / 03:57

Powered by **ETX Majelan**

Réunis à Auch, en ce début du mois de juillet, les représentants de la CFE-CGC Occitanie tirent la sonnette d'alarme : conditions de travail dégradées, rémunérations insuffisantes et sécurité des agents inquiètent. Ils appellent à des mesures fortes pour sauver les services publics.

Pour cette première semaine de juillet, Auch a accueilli le comité directeur régional de la CFE-CGC Occitanie, le syndicat de l'encadrement. L'événement a rassemblé les

représentants syndicaux, des agents publics, privés et territoriaux, venus dresser un état des lieux des conditions de travail et échanger sur les défis rencontrés par les services publics dans la région.

À lire aussi : "La destruction des services publics doit cesser" : les agents territoriaux manifestent à leur tour devant la préfecture du Gers

"Le but était de se retrouver pour faire un état des lieux sur la représentativité, sur les questions existentielles du moment, les retraites, le logement, parler des positions de la Confédération, mais aussi prévoir quelque chose qui va arriver l'année prochaine", a expliqué la présidente régionale de la CFE-CGC, Marie-Line Brugidou.

Une présence sur le terrain pour comprendre les réalités locales

Présente également à Auch, la présidente du syndicat national des territoriaux, Béatrice Barrau, a souligné les difficultés croissantes rencontrées par les agents publics. "Nous constatons des problèmes d'attractivité dus à la faiblesse des rémunérations et des conditions de travail de plus en plus difficiles. Les collectivités se voient confier davantage de missions sans les moyens financiers adéquats. Cela entraîne une grande détresse chez les agents, notamment lorsque les départs à la retraite ne sont pas remplacés", a-t-elle alerté.

Malgré ces difficultés, les agents continuent à s'investir avec un "fort sens du service public", mais les risques psychosociaux restent élevés.

Autre point, celui du recrutement. Le comité a salué la réforme permettant le retour à un système territorial pour le recrutement des policiers adjoints. "C'est une avancée positive", a reconnu David Leyraud, secrétaire zonal sud d'Alliance police nationale et délégué fédéral du comité directeur CFE-CGC Occitanie. Il regrette tout de même que le système de mutation pour les gradés reste figé, ce qui pénalise les petites circonscriptions comme celle d'Auch.

Des solutions pour redonner de l'attractivité

Pour améliorer la situation, la CFE-CGC propose de revaloriser les carrières et les rémunérations des agents publics, mais aussi de faciliter l'accès au logement pour ces

derniers. "Il faut redorer l'attractivité des métiers publics", insiste le président de la Fédération services publics CFE-CGC, Stanislas Gaudon.

Autre sujet de préoccupation majeur : la sécurité des agents face à l'augmentation des agressions verbales et physiques, que ce soit en milieu scolaire, sanitaire ou sécuritaire. "Une agression n'est pas une simple incivilité. Les protections et l'accompagnement doivent être renforcés", plaide Stanislas Gaudon, qui prend pour exemple les sapeurs-pompiers en première ligne face au phénomène.

À lire aussi : "Il faut que le service public perdure en campagne" : face à la menace de fermetures de classes, élus, syndicats et parents d'élèves se mobilisent

Au cœur des débats figurent également les réformes des retraites, jugées particulièrement injustes pour les agents publics, notamment les femmes, souvent pénalisées par des carrières interrompues. "En 2023, une femme retraitée de la fonction publique percevait en moyenne une pension mensuelle brute de 1 234 euros", affirme Béatrice Barrau. De son côté, la CFE-CGC revendique l'intégration des indemnités dans le calcul des pensions et davantage de flexibilité pour ceux qui souhaitent travailler au-delà de l'âge légal.

En outre, le message est clair : "Les services publics ne sont pas un coût mais un investissement essentiel. Réduire les effectifs, c'est épuiser le système et pénaliser les citoyens."